

NATIONALITE

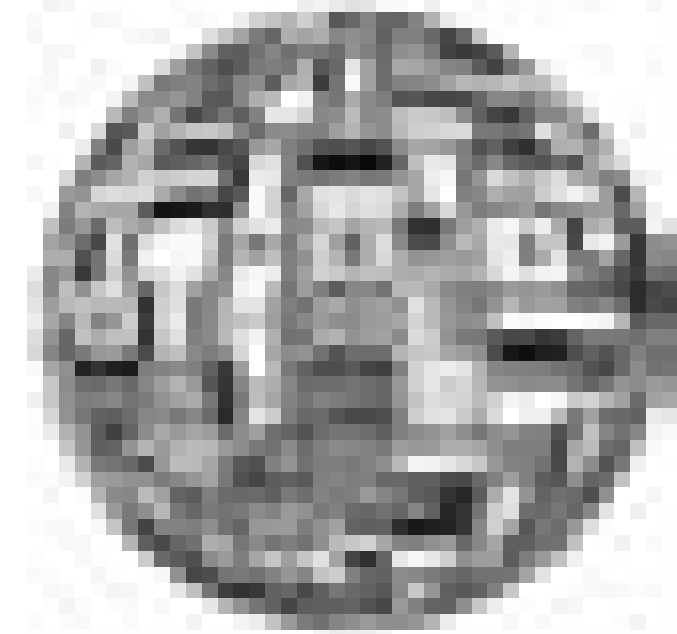
Pour un large débat et une issue consistante

Le gouvernement situe la réforme de la législation sur la naturalisation comme un projet phare de sa politique sociétale et souhaite un large débat autour de cette question. Mais l'Asti demande un peu plus d'audace en la matière.

Si d'aucuns estiment qu'un débat fait rage à ce propos, il ne peut s'agir que du débat au sein de la commission parlementaire, débat non public et dont la société civile reste exclue. L'interaction entre les travaux parlementaires et la société civile peut se faire à travers des avis motivés. Ce à quoi l'ASTI s'est employée avec un avis circonstancié et un avis complémentaire il y a quelques mois. Il sera intéressant de noter l'intérêt que porte le gouvernement à des apports de la société civile: dans de nombreux processus législatifs passés, le gouvernement a fait publier comme document parlementaire des avis émanant du cadre extra-parlementaire. Nous verrons ce qu'il en sera dans le cas d'espèce.

Il faut se féliciter des nombreuses réunions publiques promues par des associations ou des partis politiques au sujet du projet de loi. Tout en saluant ces expressions d'intérêt par rapport notamment à la perspective de la double nationalité, on peut s'interroger sur le contenu de pareilles réunions: y présente-t-on le projet de loi initial, les amendements souhaités par tel ou tel orateur ou un consensus déjà trouvé au sein de la commission juridique? A moins qu'il ne s'agisse de réunions participatives à la grand-ducale devant servir à alimenter les débats au sein des instances parlementaires.

Il ne nous appartient pas de faire de procès d'intention, toujours est-il que nous voulons rendre attentif au risque de consacrer un principe dans un texte de loi tout en



prenant un maximum de précautions pour lui enlever toute substance. L'exemple du droit de vote communal à la suite du traité de Maastricht en est une illustration. Alors que traité et directives subséquentes stipulent que l'accès à ce droit de vote communal doit se faire pour les ressortissants des autres Etats membres selon les mêmes conditions que pour les nationaux, le Luxembourg se flatte d'avoir obtenu des dérogations et exceptions dont il ne s'est point défait depuis lors. Pour l'accès à la nationalité, l'ambition exprimée par le gouvernement luxembourgeois a été très forte et ce en dehors de toute pression internationale, puisque ce domaine est hors compétence des organes et de la législation communautaire.

Actuellement, l'attribution de la nationalité est de la compétence du législateur:

toute naturalisation se fait par le biais d'une loi. Le projet prévoit de créer un véritable droit à la nationalité: la demande sera examinée par le Ministère de la Justice qui y donnera une suite. En cas de refus, l'intéressé peut introduire un recours devant les juridictions administratives. Il s'agit d'un véritable coup de modernité.

Deux ambitions très fortes

"Le gouvernement plaide pour la double nationalité. Parce que la participation à la prise de décisions du plus grand nombre possible de personnes représente pour nous un intérêt national", disait Monsieur Jean-Claude Juncker dans sa déclaration sur l'état de la nation le 7 mai 2002. Tout citoyen va mettre en relation les paroles et les actes des politiques et notamment celles du premier

d'entre eux. Le projet de loi s'apprête à étendre la période de séjour actuelle de cinq ans à sept. Est-ce dans le sens de l'ambition du premier ministre? Chacun jugera. Pour revenir au souhait de débat sur cette question, un élément pourrait y contribuer, à savoir les pratiques d'autres pays, notamment d'autres pays d'immigration. Nous ne comprenons pas le double refus du ministre de la justice de rendre public des informations sur les périodes de séjour requises ailleurs. En un premier temps, il renvoie sur un site internet du Conseil de l'Europe. Or ce site n'existe plus. Par après, il indique que ces informations sont trop volumineuses pour figurer dans une réponse à une question parlementaire et qu'il fera parvenir un document d'une dizaine de pages aux parlementaires.

Nous nous permettons de présenter quelques éléments: la période de résidence demandée en Belgique est de trois ans, il faut attendre cinq ans en France, en Suède, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas et huit en Allemagne. Si le projet de loi est adopté, le Luxembourg s'éloignerait de la moyenne pour devenir plus exigeant. Les décideurs peuvent allonger le délai, pourra-t-on considérer pour autant sept ans d'attente comme attractivité supplémentaire: à chacun de juger! Rappelons que le Luxembourg connaît le plus faible taux de naturalisation en Europe, l'ambition du premier ministre était d'y remédier!

Notons aussi au passage que le projet de loi, sous prétexte de traitement égal, se propose d'abolir les "raccourcis" actuellement existants et en vigueur dans presque tous les pays, à savoir un accès plus rapide en cas de mariage avec un national, respectivement la formule plus souple de l'option. Une autre nouveauté concerne les exigences linguistiques. La législation en vigueur en connaît déjà, sans toutefois les définir, ce qui donne lieu aux interprétations les plus diverses. Y amener de l'harmonisation est donc plus que souhaitable. La question est de savoir à quelle hauteur on met la barre ou, en d'autres termes, s'il s'agit d'inclure le plus grand nombre de personnes ou de fixer les exigences de sorte qu'un nombre restreint y arrivera seulement. Des voix concordantes nous amènent à dire qu'à ce stade-ci la décision n'est pas encore prise s'il faut ouvrir une porte ou bien une fente. Comme le ministre de la justice se concerte sur ce point avec sa collègue de l'éducation nationale, l'heure de vérité sonne aussi pour le LSAP.

Pour l'instant, l'ASTI revient sur un moment crucial quant aux connaissances de langues et du pays, à savoir l'entrée au pays des nou-

veaux venus, plutôt que leur situation après sept années de séjour. Tous les ans, quelques 10.000 personnes arrivent nouvellement au Grand-Duché, le nombre d'acquisitions de la nationalité se situe à 800 par an, tendance peut-être croissante si le principe de la double nationalité sera instauré.

L'accueil et l'intégration constituent un défi majeur dont commencent à se rendre compte peu à peu les responsables. Citons encore une fois Monsieur le Premier Ministre: "On aimerait bien croire ceux qui disent que l'intégration des étrangers dans notre pays est réussie. Or, la réalité est parfois tout à fait différente: ici, comme ailleurs en Europe, se forment de véritables sociétés parallèles. Nous avons besoin d'une nouvelle loi sur l'immigration, remplaçant celle de 1972 et basée sur un nouveau concept plus volontariste de l'intégration". C'était le 12 octobre 2005 dans son discours sur l'état de la nation. L'enjeu des langues et de la communication se situe de l'avis de l'ASTI au début du parcours d'insertion et non à la fin qui, d'après le Ministre de la Justice, est couronnée par la nationalité. A noter par ailleurs que le Conseil Economique et Social prône - à l'unanimité - une offre d'accueil et d'intégration à l'entrée au pays. Cet organe réunissant les forces vives de la nation propose que celles et ceux qui auront accepté pareille offre à l'entrée deviendraient bénéficiaires d'une sorte de bonus pour la naturalisation, dans la mesure où ils devraient pouvoir faire leur demande après trois ans de séjour.

Le programme gouvernemental prévoit la mise en place d'un congé linguistique. Deux députés socialistes ont déposé une proposition de loi pour faciliter l'accès au droit de vote communal des étrangers. Tout ceci montre la nécessité d'une politique globale pour stimuler de façon volontariste le vivre ensemble. Pareille approche serait bénéfique à toutes et à tous: électeurs luxembourgeois actuels et futurs citoyens à plein titre, porteurs le cas échéant de plus d'un passeport.

Le projet de loi sur la nationalité est un élément de pareille approche: il faut espérer que les autres éléments soient abordés au plus vite pour en venir à un concept d'ensemble. Depuis des décennies, le terme d'intégration est mis à toutes les sauces. Plutôt que d'en chercher une nième définition, mettons-nous d'accord sur les objectifs à atteindre dans notre société métissée: valeurs à partager à partir du socle commun des droits de l'homme, communication multilingue et enrichissement culturel mutuel, n'est-ce pas là une perspective pour laquelle la reconquête du suffrage universel serait essentielle?

Le conseil d'administration de l'ASTI

RELATIONS NORD-SUD

Partenariat solidaire

Des ONG interpellent le gouvernement luxembourgeois au sujet des prochaines négociations sur l'Accord de partenariat économique avec les pays du Sud (APE).

La Commission européenne mène ces négociations à marche forcée, mêlant promesses et menaces envers les pays Afriques-Caraïbes-Pacifique (ACP). Le processus de révision des négociations actuellement en cours s'est déroulé de manière non transparente (ce qui fut même critiqué par le parlement européen). Il a toutefois permis de mettre en lumière d'une part le manque d'avancement des négociations et le désaccord entre les négociateurs sur un grand nombre de sujets, notamment en ce qui concerne la dimension développement et, d'autre part, le manque d'information, de préparation et de capacités des régions africaines à négocier un accord qui soit favorable à leur développement. La société civile luxembourgeoise, en particulier SOS Faim, soutenant les sociétés civiles des pays ACP et les prises de position des régions ACP, vous demande d'adapter la position du gouvernement

luxembourgeois en ce qui concerne cette négociation.

Les signataires de cet appel vous demandent d'interpeller la Commission européenne en vue:

- de prendre le temps nécessaire pour qu'un véritable dialogue puisse être noué avec les autorités et les sociétés civiles des pays concernés, en vue de construire un réel partenariat et un réel développement régional, ce qui implique de lever l'obligation de conclusion des APE avant le 31 décembre 2007 (date butoir fixée par la commission);
- de reconnaître le droit effectif des pays ACP à développer des politiques agricoles nationales et régionales afin de renforcer leur sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté et une agriculture durable - ce qui implique le droit à la protection de leurs marchés;
- de reconnaître la priorité de l'intégration régionale avant toute mesure de libéralisa-

tion commerciale entre ACP et UE, et de soutenir les ACP dans cet effort;

- de maintenir les préférences actuelles au lieu d'exiger la réciprocité dans les relations commerciales entre l'UE et les ACP;

- de s'abstenir entre-temps d'exercer toute pression sur les ACP, telles que les menaces de rétablir des droits de douane sur leurs productions ou de limiter l'aide au développement s'ils ne signent pas, dès cette année, des Accords de partenariat économique;

- enfin d'assurer la continuité des exportations en provenance des pays ACP après le 31 décembre de cette année, et donc l'extension des droits préférentiels prévus par l'Accord de Cotonou, dans le cadre de l'Article 37.6 de celui-ci relatif aux alternatives et cela, quel que soit l'état d'avancement des négociations.

**Le Collectif "AlimenTerre":
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
SOS Faim Luxembourg
SOS Faim Belgique**